



COMMUNIQUÉ

A propos du Secteur de la Formation en Guadeloupe

En 2014, loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie a bouleversée les règles « renforçant les compétences des régions en matière de formation professionnelle »

Depuis, le Conseil Régional de Guadeloupe est pleinement en charge de la conception et de la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle à destination des différents publics (**salariés, chômeurs, créateurs d'emploi, jeunes, etc..**)

Pour ce faire, la Région Guadeloupe dispose de plusieurs établissements sur lesquels elle devrait s'appuyer pour mettre en œuvre son programme. Ce sont entre autres l'Etablissement Public Guadeloupe Formation et l'Etablissement Public Local d'Enseignement « Lycée Agricole – CFA - CFPPA ».

Depuis plusieurs mois, l'UGTG est alertée par l'ampleur des dysfonctionnements dénoncés, tant par les salariés de ces établissements, que par les stagiaires.

A Guadeloupe Formation, les travailleurs dénoncent l'absence de coordination, voire de visibilité dans les programmes de formation, les changements de majorité régionale n'ayant aucune incidence sur cette constante. Cet Etablissement a servi de bouc-émissaire lors des dernières élections régionales, alors que les dysfonctionnements existants sont le résultat de l'incapacité des différentes majorités régionales qui se sont succédées.

Les stagiaires sont aussi impactés par ces difficultés qui mettent en péril leurs projets professionnels : des retards systématiques de paiement de leur rémunération mettant en grande détresse des familles comptant sur ces faibles montants pour (sur)vivre. Des témoignages de stagiaires font état de paiement en fin de formation, voire plusieurs mois après.

La Guadeloupe doit disposer d'un établissement public de formation disposant des moyens (**budget, personnel, matériels**) nécessaires à son action, et pour cela l'établissement doit être débarrassée des querelles politiciennes afin de laisser son personnel faire son travail dans le cadre d'un schéma de développement économiques au service du plus grand nombre.

A l'AgroCampus (**Lycée Agricole, CFA, CFPPA**), fortement dépendant des financements du Conseil Régional, les programmes de formation sont entravés par d'innombrables imbroglios et freins administratifs depuis des décennies. Les jeunes souhaitant s'orienter vers le secteur de l'agriculture ou de l'agro-développement, voient leur projet entravé par cette situation.

Comment parler de souveraineté alimentaire dans ces conditions ?

A qui profite ce crime contre notre jeunesse, contre la Guadeloupe ?

Dans les 5 prochaines années, les départs à la retraite dans ce Secteur risquent de ne pas être compensés par le nombre d'installation de jeunes agriculteurs avec les conséquences économiques et politiques que l'on peut imaginer.

ES JADEN AN-NOU KÉ KONTINYÉ POUSSÉ SI BATO ?

Cette situation révèle clairement, l'absence de politique régionale de formation professionnelle en Guadeloupe...

Mais plus globalement, cette situation est avant tout symptomatique de l'absence d'un projet de développement économique, social et culturel au bénéfice du Peuple Guadeloupéen.

.../...



A l'évidence, il en va de la formation professionnelle comme il en va de l'emploi et de l'insertion professionnelle : Pas de partenariats, pas de clauses sociales sur les chantiers et marchés publics, pas de lutte contre le racisme à l'embauche à l'encontre des Guadeloupéens, pas de dispositif de promotion des jeunes diplômés...

L'UGTG réaffirme l'impérieuse nécessité :

- ❖ D'une véritable coordination des politiques régionales en matière de formation professionnelle ;
- ❖ De la mise en œuvre d'un véritable programme régional de développement de la formation professionnelle ne se limitant pas à des formations périodiques déconnectées de besoins des Guadeloupéens
- ❖ De la mise en place de filières de formations novatrices, porteuses et créatrices d'emploi ;

Plus que jamais, l'UGTG exige la mise en œuvre d'un véritable Service Public de la Formation, de l'Orientation et de l'Insertion au service des usagers, disposant des moyens nécessaires à son intervention.

Ainsi, la Guadeloupe ne pourra donc prétendre à une quelconque paix sociale tant qu'une majorité de ses enfants sera exclue de tout ou presque, suivant le cycle infernal : Exclusion du savoir => Exclusion du travail => Exclusion sociale.

Quiconque voudrait empêcher l'essor de notre jeunesse ne s'y prendrait pas autrement !!

Pour l'UGTG

Jean-Yves JUDITH

Le Responsable du

Secteur Emploi-Formation

Contact 0690 122 897